

**\* Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

**Comment les pouvoirs publics en France contribuent-ils à réduire les inégalités ?**

**Document 1 : Redistribution et services collectifs : quel impact sur les niveaux de vie ?**

Revenu annuel par équivalent adulte en euros <sup>1</sup>	Revenu moyen des 20 % plus modestes	Revenu moyen des 20 % plus aisés	Rapport entre les deux catégories extrêmes
Avant redistribution	7 210	53 140	7,4
Après impôts	6 660	41 760	6,3
Après impôts et prestations sociales	11 060	42 290	3,8
Augmenté des transferts en « nature » des services publics, essentiellement santé et éducation	17 830	47 430	2,7

D'après Vincent Bonnefoy, Marie-Cécile Cazenave, Alexis Eidelman, Tiaray Razafindranovona, « La redistribution en 2009 », *Portrait social*, 2010.

1. C'est-à-dire un revenu par Unité de Consommation : (UC)

- 1UC pour le premier adulte du ménage
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans

**Document 2 :**

En France, une certaine forme de discrimination positive <sup>1</sup> a déjà été appliquée. Elle ne repose pas sur le principe théorique d'égalité des chances mais elle relève d'une démarche générale de redistribution des richesses face à l'échec des principes d'égalité dans certains domaines. Elle s'intègre par exemple dans la politique de la ville, via les zones d'éducation prioritaires, ou dans celle de l'emploi, via la mise en place de contrats aidés à destination de publics spécifiques comme les chômeurs de longue durée [...]. Elle a aussi récemment été développée dans l'éducation supérieure. En effet, l'Institut d'Etudes Politiques de Paris a innové au début des années 2000 en facilitant l'entrée d'étudiants scolarisés dans les lycées de banlieues défavorisées [...]. A chaque fois, ces politiques préférentielles s'adressent à des groupes sociaux définis sur la base de critères socioéconomiques (niveau de revenus, situation vis-à-vis de l'emploi, zone d'habitation). Il n'existe pas en France de programmes d'actions positives visant à favoriser un groupe d'individus, défini sur la base d'un critère inné comme le sexe ou l'origine ethnique, à l'exception de la loi sur la parité politique votée en 2000.

Hélène Périer, « Panorama des différents types de lutte contre les inégalités », *Cahiers français*, n° 351, juillet-août 2009

1. Discrimination positive : Accorder un traitement préférentiel aux membres d'une catégorie défavorisée.

**\* Questions complémentaires (10 points)**

**- Question complémentaire de savoir-faire :**

1	Faites une phrase avec la donnée entourée. (document 1)	3 pts
---	---	-------

**- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) :**

2	Caractérisez la séparation des pouvoirs dans un régime présidentiel.	4 pts
3	Donnez un exemple d'action politique qui ne passe pas par le vote.	3 pts

**Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle**  
**Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.**